

ETATS-UNIS – Le Biopharming

Par Inf'OGM

Publié le 31/08/2002

D'après un rapport publié par le Genetic Engineered Food Alert - « Manufacturing Drugs and Chemicals in Crops : Biopharming Poses New Threats to Consumers, Farmers, Food Companies and the Environment » - , ont été délivrées 198 autorisations d'essais (représentant 315 parcelles) en champs de plantes transgéniques produisant des molécules pharmaceutiques ou industrielles entre 1991 et 2002. Il s'agit principalement de variétés (maïs, soja, riz et tabac) qui produisent des vaccins, des molécules contraceptives, des hormones de croissance ou encore des enzymes destinés à l'industrie. Cette technologie est appelée « biopharming ». Si la localisation exacte des parcelles est secrète, le rapport précise que la plupart des essais se déroulent dans le Nébraska, le Wisconsin, à Hawaï et à Porto Rico. Les autres Etats impliqués sont l'Iowa, la Floride, l'Illinois, le Texas, la Californie, le Maryland, le Kentucky et l'Indiana. Le principal danger que représentent ces cultures est lié à la possibilité de pollinisation. Larry Bohlen, des Amis de la Terre, ironise en déclarant : « une simple erreur de la part d'une firme de biotechnologie et nous mangerons l'ordonnance des autres dans nos corn-flakes ». Suite à la publication de ce rapport, un membre de l'Académie Nationale des Sciences a reconnu qu'il est possible que de telles plantes puissent se croiser avec des plantes destinées à l'alimentation humaine. D'ailleurs, le PDG de ProdiGene, une des firmes les plus impliquées dans le Biopharming, avait déclaré, en 2001, à propos des zones tampons, qu'il souhaitait tout simplement que la loi ne les impose plus. Or, si un champ voisin se fait contaminer, l'agriculteur n'a pas d'autre recours possible que d'engager de coûteuses poursuites judiciaires, s'il n'est pas lui-même attaqué en justice par la firme détentricrice du brevet pour « violation du droit de propriété intellectuelle ». La contamination peut aussi venir d'une mauvaise gestion de la filière qu'il est quasiment impossible de rendre totalement étanche. Ainsi, le rédacteur en chef de Nature Biotechnology se demande si « on peut raisonnablement attendre des agriculteurs qu'ils nettoient leur équipement si méticuleusement qu'ils éliminent totalement les semences transgéniques ? ». Enfin, certaines entreprises pensent extraire la molécule de la plante, puis vendre le reste. Selon le GEFA, une extraction incomplète signifierait que des résidus de produits chimiques pourront se retrouver dans l'alimentation. Le GEFA demande la fin de ces essais en plein champ et le confinement strict des essais. La Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Ann Veneman, à qui le rapport a été envoyé, n'a pas fait de commentaire public.